

Iran

STRATEGIE

La Banque mondiale n'a pas actuellement de stratégie d'aide-pays pour l'Iran. La dernière stratégie d'aide intérimaire, qui couvrait la période 2002-2003, a été prorogée jusqu'à la fin de l'année 2005. Aucun nouveau prêt de la Banque mondiale n'a été approuvé depuis 2005 et tous les projets ont été clos.

La Société financière internationale (IFC) n'a aucun programme en cours actuellement en Iran. Les investissements précédemment engagés en 2004 et 2005 ont été clôturés, et l'IFC n'a aucun engagement en Iran. L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) a émis deux garanties en 2005 mais aucune depuis. En septembre 2014, ses engagements brut en Iran s'élevaient à 72,9 millions de dollars.

CONTEXTE

Avec un produit intérieur brut (PIB) estimé à 366 milliards de dollars en 2013-2014, l'Iran est la deuxième économie de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), après l'Arabie saoudite. Sa population, estimée à 77,3 millions d'habitants en 2013, place également le pays au deuxième rang, derrière l'Égypte. L'économie iranienne se caractérise par un important secteur gazier et pétrolier, des entreprises de petite taille dans l'agriculture et les services, et une présence notable de l'État dans l'industrie manufacturière et les services financiers. L'Iran se place au deuxième rang mondial des pays producteurs de gaz naturel et au quatrième rang pour ses réserves de pétrole prouvées. Le PIB global et les recettes publiques dépendent toujours largement des exportations de pétrole et sont donc intrinsèquement instables.

Les autorités iraniennes ont adopté une stratégie globale de réformes fondées sur le marché, déclinée dans le « Document de prospective sur 20 ans » du gouvernement et dans le Ve plan quinquennal de développement (2011-2015). L'État iranien, propriétaire de grandes entreprises publiques et quasi publiques, qui dominant en partie le secteur manufacturier et le secteur commercial, continue cependant de jouer un rôle considérable dans l'économie. Le secteur financier est également dominé par des banques publiques. En outre, l'environnement des affaires demeure précaire, comme en témoigne la 152^e place occupée par l'Iran sur les 189 pays évalués dans l'édition 2014 de Doing Business. Parmi les pays de la région, seuls l'Algérie, Djibouti, la République arabe syrienne et la Libye sont classés plus bas.

Le gouvernement iranien a mis en œuvre une réforme en profondeur de son régime de subventions indirectes sur des articles de première nécessité, comme les produits pétroliers, l'eau, l'électricité et le pain, ce qui s'est traduit par une amélioration progressive de l'efficacité de la dépense publique et de l'activité économique. Ce dispositif de subventions indirectes, dont le coût était estimé à 27 % du PIB en 2007/2008 (soit approximativement 77,2 milliards de dollars), a été remplacé par un programme de transferts monétaires directs aux ménages iraniens. Dans le même temps, la hausse du prix du pétrole contribuait à réduire le déficit de l'Organisation des subventions ciblées (TSO), qui demeure cependant considérable (il est estimé à 1,3 % du PIB). Un second volet de la réforme des subventions est envisagé pour mieux cibler les transferts au bénéfice des foyers à faible revenu.

La contraction de l'économie iranienne s'est poursuivie entre mars 2013 et mars 2014, à un rythme toutefois moins rapide que précédemment. Le PIB réel avait reculé de 5,8 % en 2012/2013 sous l'effet des sanctions imposées à l'Iran dans les domaines des exportations pétrolières, des chaînes d'approvisionnement concernant des secteurs clés de l'économie, comme l'industrie automobile, et des transactions des banques nationales et internationales. Pour 2013/2014, la contraction, en rythme annuel, devrait atteindre 1,7 %. Les exportations de pétrole, qui représentaient 2,2 millions de barils par jour (bpj), ont été réduites de moitié par les sanctions imposées, depuis le milieu de l'année 2012, par les États-Unis et l'Union européenne. L'assouplissement de cet embargo décidé dans le cadre du Plan d'action conjoint entre l'Iran et le groupe P5+1 (États-Unis, Royaume-Uni, France, Russie, Chine et Allemagne) a permis une reprise progressive des exportations pétrolières à destination notamment de la Chine, dont les importations sont passées de 250 000 bpj à 540 000 entre octobre et novembre 2013, pour demeurer inchangées depuis. En juin 2014, les exportations pétrolières avaient atteint 1,21 million bpj. En outre, la dépréciation du taux de change du rial a accru la compétitivité des secteurs agricole, manufacturier, des activités non liées aux exportations de pétrole et des industries gazières et pétrolières. Les tensions inflationnistes se sont relâchées, passant de 45 % en juillet 2013 à 15 % en juin-juillet 2014, en glissement annuel, du fait, notamment, de l'appréciation du rial iranien, du recul des cours mondiaux des denrées de base et de l'assouplissement des sanctions internationales.

Iran

Le chômage qui demeure élevé devrait constituer un enjeu majeur pour les autorités iraniennes. D'après le Centre de statistiques d'Iran, le taux de chômage était de 10,4 % au 20 mars 2014, terme de l'année calendaire, mais il pourrait atteindre au bas mot 20 % selon des sources officieuses. Le taux de chômage est particulièrement inquiétant chez les femmes (24 %) et les jeunes (20 %), tandis que le sous-emploi est par ailleurs très répandu. La faiblesse observée dans le marché du travail intervient dans un contexte où le taux de la population active s'établit à seulement 36,7 %. Les conditions du travail déjà tendues sont exacerbées par un taux de participation accru des femmes et le nombre important de jeunes qui entrent sur le marché du travail. Cette tendance devrait se maintenir au vu de l'évolution du profil socio-économique du pays. On observe en effet une hausse du nombre de femmes diplômées du supérieur, désormais plus nombreuses que les hommes, et une augmentation du nombre de nouveaux ménages relativement faible. De même, la pyramide des âges du pays atteste de l'extrême jeunesse de la population iranienne, avec plus de 60 % des 73 millions d'habitants âgés de moins de 30 ans. Résultat, environ 750 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. Une forte proportion d'entre eux se retrouvent au chômage ou abandonnent leur recherche d'emploi pour rejoindre les rangs de la population inactive. On estime autour de 150 000 le nombre de jeunes qui émigrent chaque année en quête de débouchés plus favorables. Le gouvernement estime qu'il faudrait créer 8,5 millions d'emplois ces deux prochaines années pour atteindre l'objectif de 7 % de chômeurs en 2015.

Selon des données de la Banque mondiale, seulement 0,7 % de la population (soit 500 000 personnes) vivaient sous le seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour (en PPA) en 2010, mais un grand nombre d'Iraniens vit dans des conditions précaires. De fait, en utilisant un seuil de 2,50 dollars et de 3,50 dollars, ce sont plus de 4,5 millions d'habitants qui pourraient basculer dans la pauvreté, soit 4 à 6 % de la population. Ces estimations traduisent la vulnérabilité d'une grande partie des Iraniens à un changement de leur revenu disponible et à la hausse constante du coût de la vie.

Le gouvernement a annoncé une série de mesures dans l'objectif de redresser l'économie iranienne : augmentation de la capacité de production des secteurs non pétroliers, renforcement de l'autonomie de la banque centrale ; élargissement de l'assiette fiscale ; stabilisation et unification du taux de change sur les marchés ; rétablissement de l'Organisme de planification et de gestion, qui élaborait les projets de budget et les plans quinquennaux du pays ; et ouverture du secteur pétrolier à des opérateurs étrangers afin de bénéficier d'investissements et d'une assistance technique. Les perspectives économiques du pays se sont améliorées depuis l'an dernier, avec l'accord intérimaire adopté par l'Iran et le groupe P5+1 dans le cadre du Plan d'action conjoint. Le gouvernement s'est engagé à œuvrer à l'assouplissement des sanctions frappant le pays et à endiguer les pressions inflationnistes. Ces initiatives pourraient renforcer le potentiel exportateur de l'Iran, redonner du pouvoir d'achat aux ménages et, en restaurant la confiance, soutenir la consommation privée et l'investissement des entreprises. Selon les toutes dernières prévisions pour 2014/2015, l'économie iranienne devrait progresser de 1,5 % et le taux d'inflation retomber à 23 %.

Dernière mise à jour : octobre 2014